



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 02/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TITANOBEL**

dépôt

11390 Cuxac-Cabardès

Références : 2025-364  
Code AIOT : 0006600117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Plaine de Cazelle 11390 Cuxac-Cabardès. L'inspection a été annoncée le 06/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TITANOBEL
- La Plaine de Cazelle 11390 Cuxac-Cabardès
- Code AIOT : 0006600117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite une unité de fabrication et de stockage d'explosif de type "nitrate-fioul" ainsi que du stockage de détonateurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'Opération Interne	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
5	Etat des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
6	Etat des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
7	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 04/04/2025, article 11	Sans objet
8	Conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.6.5, 8.7.4	Sans objet
9	Moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.8.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu. La visite s'est déroulée au niveau de la partie dépôt ainsi que sur la partie unité de fabrication (à l'arrêt car en travaux depuis début mai 2025).

L'exploitant réalise un bon suivi de son site, notamment concernant les moyens de défenses incendie et a continué de progresser dans sa démarche de débroussaillage déjà en place par la réalisation d'un plan de débroussaillage autour de son site avec l'aide de la DDTM, du SDIS et de l'ONF.

L'inspection a soulevé deux observations, pour lesquelles un retour de l'exploitant est attendu sous 2 mois :

- concernant les tests du caractère audible de la sirène en situation d'urgence : l'exploitant devra justifier la prise en compte du bon zonage pour la réalisation de ces tests et devra s'assurer du

caractère audible de la sirène depuis toutes les zones couvertes ;

- concernant l'état des stocks, l'inspection note qu'une évolution des outils informatiques est prévu prochainement et devrait permettre d'éditer l'ensemble des stocks en une seule fois. Il est demandé à l'exploitant de fournir le délai associé à cette évolution.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opérations interne en vue de :1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'un POI, ce dernier a été mis à jour en date du 29/11/2024. Il a été transmis à la DREAL le 20/12/2024. En introduction du POI, une page récapitule les différentes mises à jour, notamment pour la dernière version : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'intégration des protocoles de prélèvements;</li><li>- la réorganisation des fiches réflexes;</li><li>- la mise à jour des coordonnées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le site réalise un exercice POI annuel. Le compte rendu du dernier exercice POI qui a eu lieu le 28/06/2024 identifie une action à mettre en œuvre : l'achat d'un extincteur. Cette action est suivie et a été réalisée, il est ainsi indiqué la date d'achat et de mise en service de l'extincteur sollicité en août 2024.  Observation : Par ailleurs, l'inspection relève que le dernier exercice commun avec le SDIS sur le site remonte à plusieurs années. L'inspection trouverait intéressant de prendre contact avec le

SDIS (service prévention) afin de prévoir un exercice commun le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan d'Opération Interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
<b>Constats :</b>  <p>Lors de la précédente inspection du site en 2024, l'inspection s'est attachée à la mise en œuvre de la vérification du caractère audible de la sirène PPI en limite de zone Z5. Il a été relevé que l'exploitant procède, selon une périodicité non établie, à des vérifications de perception de la sirène PPI. Les résultats sont reportés sur le plan de zonage réglementaire affiché dans le bureau du chef de dépôt. Y sont reportés, la date, la direction du vent, la vitesse du vent et le résultat de la perception. Cette vérification est en place depuis 2023.</p> <p>Au cours de la visite, ce point a été abordé avec l'exploitant et il a été relevé les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le zonage pris en compte dans le test du caractère audible de la sirène est le zonage du PPRT, et non celui du PPI. A ce titre, l'exploitant devra justifier la prise en compte du bon zonage et procéder aux ajustements le cas échéant;</li> <li>- le test du bon fonctionnement de la sirène est réalisé tous les mois sur le site;</li> <li>- une périodicité de test du caractère audible de la sirène a été établie : ce test est réalisé 3 fois par an : en 2025, 2 tests ont déjà été réalisés : le premier entendu et le second non entendu (avec un vent à 60 km/h).</li> </ul> <p>La collecte des données de ces tests devra permettre d'ajuster et de mettre en place, si nécessaire, des actions complémentaires afin de s'assurer en toute circonstance du caractère audible de la sirène depuis l'ensemble des zones concernées.</p> <p>Action retenue : l'inspection demande à l'exploitant de justifier la prise en compte du bon zonage pour la réalisation des tests sirène et de s'assurer du caractère audible de la sirène depuis toutes les zones couvertes.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Action retenue - délai 2 mois : l'inspection demande à l'exploitant de justifier la prise en compte du bon zonage pour la réalisation des tests sirène et de s'assurer du caractère audible de la sirène depuis toutes les zones couvertes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Il dispose :  - d'un état des stocks global : détonateur ; dépôt 1 ; dépôt 2 ; dépôt 3. Ce dernier est détaillé par emplacement. L'exploitant a la possibilité d'en sortir une version synthétique. Il est contrôlé et vérifié quotidiennement par le Chef de dépôt ; - d'un état des stocks du dépôt d'ammonitrate. Il est contrôlé et vérifié hebdomadairement par le Chef de dépôt (concordance de l'état des stocks).  Par sondage, l'inspection a contrôlé l'adéquation entre le stock physique et le registre des stocks sur plusieurs produits (détonateurs et explosifs) : la concordance est vérifiée.  Observation : Cf. annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Etat des stocks détaillé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks détaillé
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances,produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4 XXX de la nomenclature des installations classées.Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés encas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...]

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris encas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockages utilisés pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opérations interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection relève que les noms des lieux de stockage sur les différents états des stocks éditables par l'exploitant ne sont pas tout à fait identiques.</p> <p>L'exploitant indique que, dans les faits, ce changement de dénomination en fonction des documents n'apporte pas de problème actuellement. Par ailleurs, il indique également que l'évolution des outils informatiques à venir devrait permettre de faire concorder les noms des lieux de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Etat des stocks synthétique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. [...]2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou destockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf. deux points de contrôles précédents.</p> <p>Un état des stocks est disponible, éditable et est fait régulièrement.</p> <p>Les principaux produits détenus sur site sont de la catégorie des « PRODUITS EXPLOSIFS » ( Explosifs - Nitrate - Fioul) : cette terminologie ne nécessite pas de vulgarisation supplémentaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Débroussaillage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2025, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débroussaillage est obligatoire :</p> <p>[...]</p>

- (h) : aux abords des ICPE sur une profondeur de 100 mètres à compter des limites de propriétés de l'établissement. le représentant de l'état peut augmenter cette distance sans qu'elle soit supérieure à 200 mètres.

**Constats :**

Au-delà du débroussaillage déjà mis en œuvre sur le site et au vu des obligations de débroussaillage afférentes au site, l'exploitant a pris attache auprès de la DDTM 11 pour établir un plan de débroussaillage adapté sur la bande des 100m autour de son site.

La DDTM 11, ainsi que le SDIS et l'ONF ont participé à une réunion d'état des lieux avec l'exploitant et, à l'issue, un plan de débroussaillage du site a été établi par la DDTM. Ce plan identifie, entre autre, des zones rouges qui sont prioritaires pour le débroussaillage.

Au jour de la visite, l'exploitant est en train de déployer ce plan sur son site :

- la bande des 50 m autour de ce dernier a été débrousaillée;
- les zones rouges identifiées dans le plan de débroussaillage du site ont été débrousaillées;
- une recherche de prestataire est en cours pour la réalisation de la partie escarpée du plan de débroussaillage, qui nécessite une technicité et des moyens spécifiques.

L'inspection relève l'initiative de l'exploitant quant à la formalisation d'un plan de débroussaillage de son site. Ce plan a vocation à perdurer et s'inscrit favorablement dans la démarche de limitation des risques de feu aux alentours des sites ICPE.

La nécessité de la poursuite du déploiement du débroussaillage sur l'ensemble de la bande des 100m, notamment avant la période estivale, a été rappelée à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Conformité électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.6.5, 8.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité électrique

**Prescription contrôlée :**

Conformité Matériel électrique

**Constats :**

L'exploitant a présenté les documents suivants, en date du 17/03/2025 :

- rapport Q18 relatif à la zone bureaux ;
- rapport Q18 relatif à la zone fabrication ;
- rapport Q18 relatif à la zone dépôt.

L'inspection note l'absence de restriction d'intervention ainsi que l'absence d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Moyens d'intervention incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.8.4



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Moyens d'intervention incendie
<b>Constats :</b>  Ce point de contrôle porte sur la vérification du matériel de défense incendie du site.  L'exploitant a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport de vérification du système de détection incendie : en date du 07/04/25 (Desautel), absence de remarque ;</li> <li>- rapport de vérification des extincteurs : en date du 07/02/25 (Desautel), concerne les extincteurs présents dans les bâtiments mais aussi dans les véhicules, absence de remarque. L'exploitant indique également procéder à une vérification trimestrielle des extincteurs en interne ;</li> <li>- rapport de vérification des poteaux incendie : réalisé par la Mairie de Cuxac (car extérieur au site), en décembre 2024. La vérification des deux poteaux est réalisée et conforme aux débits demandés de façon individuelle. Toutefois, l'inspection note que la vérification simultanée des deux poteaux n'est pas faite ce qui ne permet pas à l'exploitant de s'assurer du maintien du débit en cas d'utilisation simultanée de ces deux poteaux incendie. L'inspection invite l'exploitant à avoir une réflexion sur ce point ;</li> <li>- rapport de vérification du dispositif de noyage (atelier fabrication) : les tests sont réalisés en interne plusieurs fois par an (3 tests en 2024, 4 en 2023). Actuellement, et depuis plusieurs semaines, l'atelier de fabrication est à l'arrêt pour travaux (constaté lors de la visite des installations), le système sera testé lors de la remise en service.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant tiendra informée l'inspection des conclusions de l'analyse concernant le maintien des débits en cas d'utilisation simultanée des poteaux incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite